

# LE LOGEMENT DES SALARIES EST LE DEFI NUMERO 1 DES MAGASINS DE SPORT DE MONTAGNE

**Candidates, candidats, face à la crise du logement dans nos stations. les entreprises se mobilisent mais ont besoin de votre soutien.**

- 2/3 des magasins logent au moins 50% de leurs salariés
- 3/4 louent des appartements à de tiers (agences / particuliers)
- 1/4 logent leurs salariés dans un programme de la collectivité
- 4/10 prévoient d'investir dans le logement de leurs salariés.

## ACCOMPAGNER LES ENTREPRISES : UN CONSENSUS NECESSAIRE POUR SOUTENIR L'ACTIVITE LOCALE

**400 000 travailleurs saisonniers** éprouvent des difficultés à se loger dans les communes touristiques. En tant que futur(e)s élu(e)s, vous pouvez **accompagner les entreprises par des actions concrètes et de long terme.**

Le logement des salarié(e)s n'est pas qu'un enjeu social : c'est un facteur de production économique pour **maintenir l'attractivité et le dynamisme de nos stations.**



### ✓ CONVENTION POUR LE LOGEMENT DES TRAVAILLEURS SAISONNIERS : APPLIQUEZ INTÉGRALEMENT CETTE OBLIGATION VERTUEUSE

Cette convention obligatoire depuis la Loi Montagne II de 2016 est peu ou mal appliquée. Pourtant elle impose au conseil municipal d'agir avec les acteurs du logement et de l'emploi, pour :



- ✓ des **objectifs ambitieux** sur la base d'un diagnostic des besoins de logements



- ✓ un **plan d'action** permettant d'atteindre ces objectifs en 3 ans



- ✓ des **indicateurs** permettant d'évaluer l'atteinte des objectifs



- ✓ une **gouvernance** adaptée pour suivre la mise en œuvre de la convention

### ✓ PLAN LOGEMENT : PROPOSEZ DES ACTIONS CONCRÈTES EN VOUS INSPIRANT D'INITIATIVES EXISTANTES

Les plans logements initiés par les collectivités réduisent la tension immobilière et participent au dynamisme économique local. Voici des initiatives publiques locales (liste et stations non exhaustives) :

- **Plan Local d'Urbanisme** prévoyant des logements adaptés aux travailleurs saisonniers (*Communauté de communes de l'Oisans*)
- Mise en place du **Bail Réel Solidaire** (*Tignes, Villard-de-Lans...*)
- **Convention** employeur - travailleur - centre communal d'action sociale (*Courchevel, Tignes...*)
- **Reconversion** des hébergements touristiques vacants (hôtel, résidences...) en logements saisonniers (*La Clusaz, La Plagne...*)
- **SEM Immobilière** pour fluidifier le marché de l'immobilier (*Bourg-Saint-Maurice...*)
- **Aide à la réhabilitation** de l'immobilier privé pour les saisonniers (*Haute Maurienne Vanoise*)

*D'autres initiatives peuvent compléter ces actions : guide du travailleur saisonnier, guichet unique saisonnier, agence immobilière à vocation sociale...*

## ✓ INTERCOMMUNALITÉ : DEFENDEZ DES SOLUTIONS A L'ÉCHELLE DU TERRITOIRE

Il n'est pas rare que les salariés de la station - notamment en hiver - se logent en dehors de la commune. Un pilotage sur le **long terme au niveau intercommunal** est nécessaire pour :

- Intégrer le volet «logement et mobilité des salariés» aux **documents d'urbanisme** (PLUi, PLH, PLM...);
- Nommer un **réfèrent intercommunal** «logement et mobilité des salariés» ;
- Collaborer avec les autorités et services publics (Région, Ademe, Cerema...) pour **réduire l'impact carbone des transports** (usages locaux et touristiques).



## AGIR AU NIVEAU NATIONAL

Le logement des travailleurs saisonniers est au cœur des préoccupations des institutions politiques – Cour des comptes, Ministère du Tourisme... – pour **maintenir la France comme première destination touristique mondiale**. En montagne cet enjeu s'inscrit dans la perspective des **Jeux Olympiques et Paralympiques d'Hiver de 2030 et de leur héritage**.

## ✓ SOUTENEZ NOS PROPOSITIONS LEGISLATIVES POUR AMÉLIORER LE LOGEMENT DES SALARIÉS EN STATIONS TOURISTIQUES

Nous demandons à l'État de reconnaître le logement des salariés dans les communes touristiques comme **un véritable facteur de production** : sans logement, pas de main d'œuvre, sans main d'œuvre pas de production. Nos premières revendications nationales sont :



- ✓ Exonérer de Taxe d'Habitation sur les Résidences Secondaires les entreprises qui louent des logements pour le compte de leurs salariés;



- ✓ Permettre la déduction de TVA sur les opérations immobilières réservées au logement des travailleurs (comme pour toute autre charge liée à l'activité économique de l'entreprise)

**EN AGISSANT ENSEMBLE A TOUS LES NIVEAUX, NOUS REPONDONS AU DEFI DU LOGEMENT DES SALARIES DANS NOS STATIONS DE MONTAGNE !**